
Macroéconomie

L2 ECO

Chapitre 1

Plan et références

CARDI Olivier
Université de Tours
2016-2017

Cours L2 ECO: Macroéconomie

- Enseignant : Olivier Cardi.
- Références principales du cours :
 - Gregory Mankiw (2013) Macroéconomie. 6ième édition. Ed. De Boeck.
 - Stephen Williamson (2013) Macroeconomics. 5th edition. Ed. Prentice Hall.
 - Olivier Blanchard, Francesco Giavazzi, and Alessia Amighini (2013) Macroeconomics: A European Perspective. Ed. Pearson.
 - Heijdra (2009) The Foundations of Modern Macroeconomics. Second edition. Oxford.
 - Heijdra, Reijnders, and Romp (2009) Foundations of Modern Macroeconomics Second Edition. Exercise and Solutions Manual. Oxford.
- Autres références :
 - Bourguignon, François (2012) *La mondialisation de l'inégalité*. Seuil.
 - Cahuc, Pierre et André Zylberberg (2004) *Le chômage : fatalité ou nécessité ?*. Flammarion.
 - Landier, Augustin et David Thesmar (2007) *Le grand méchant marché*. Flammarion. Champs actuel.
 - Philippon, Thomas (2007) *Le capitalisme d'héritiers - La crise française du travail*. Seuil.
 - Pisani-Ferry, Jean (2013) *La crise de l'euro et comment nous en sortir*. Fayard/Pluriel.
 - Salanié, Bernard (2004) *L'économie sans tabou*. Le Pommier.
- Evaluation :
 - Note TD : chaque étudiant sera interrogé au moins deux fois lors des séances de TD; les préparations des TD pourront faire l'objet d'une évaluation par l'enseignant; le galop d'essai et la note orale représentent respectivement 70% et 30 % de la note globale de TD.
 - Note examen écrit en décembre; l'examen écrit prendra la forme d'un QCM composé de questions de cours et d'un ou plusieurs exercices.

1 Questions traitées dans le cours

A travers ce cours, nous présenterons les outils du raisonnement économique qui nous permettront de répondre à plusieurs questions:

1. Est-ce que les pays ayant eu un taux de chômage élevé dans le passé auront nécessairement un taux de chômage élevé dans le futur?
2. Est-ce que le chômage affecte la population de manière uniforme?

3. Le taux de chômage est-il plus élevé dans les pays où le taux d'activité est plus important?
4. Comment peut-on augmenter le taux d'activité?
5. Est-ce que la réduction du temps de travail tend à réduire le taux de chômage?
6. De quelle façon une législation rigoureuse en termes de protection de l'emploi affecte le taux de chômage?
7. Pourquoi les heures travaillées sont-elles moins importantes dans les pays ayant un coin fiscal plus important?
8. Est-ce que les pays qui ont un taux d'activité plus élevé ont également un niveau de vie plus important?
9. Comment peut-on expliquer l'apparition de chômage involontaire?
10. Comment s'explique l'accroissement de la prime de qualification aux Etats-Unis dans les années 1980 et 1990?
11. Est-ce que l'accroissement de l'offre de travail qualifié tend à réduire ou à augmenter la prime de qualification?
12. Est-ce qu'une hausse du salaire minimum conduira mécaniquement à une hausse du chômage involontaire?
13. Est-ce que des négociations collectives menées par les syndicats conduiront mécaniquement à un taux de chômage élevé?
14. Quels sont les facteurs explicatifs du taux d'investissement des entreprises?
15. Est-ce qu'une politique monétaire expansionniste permet de stimuler l'activité économique de manière durable?
16. Pourquoi l'Etat doit-il remplir un rôle de stabilisation économique?
17. Quel est le mécanisme de transmission d'une politique de relance budgétaire?
18. Pourquoi une politique de désinflation est-elle coûteuse?

2 Le plan du cours

Le cours est composé de trois chapitres:

1. Le **premier chapitre** est consacré à la présentation du fonctionnement du marché du travail. Cela nous permettra de préciser les déterminants de la demande et de l'offre de travail et d'établir (en faisant appel à un raisonnement économique) les disfonctionnements possibles du marché du travail pouvant engendrer un chômage persistant. Nous verrons à cette occasion qu'il existe plusieurs types de chômage: le chômage volontaire et le chômage involontaire. Le chômage involontaire a lui-même trois composantes: le chômage structurel et le chômage frictionnel qui sont les deux composantes du chômage naturel, et le chômage conjoncturel. On distingue différents types de chômage car chaque type de chômage a certaines causes spécifiques et donc des remèdes appropriés. Le chômage volontaire s'explique par une incitation à la prise

d'un emploi trop faible, une productivité du travail trop basse, un coût du travail trop élevé entraîné par des cotisations sociales trop fortes. Du chômage (involontaire) structurel apparaîtra sous l'effet d'un SMIC trop important, des négociations des syndicats favorisant peu l'emploi, une information imparfaite des entreprises sur les compétences et la motivation des travailleurs; le chômage frictionnel est davantage lié à l'efficacité des appariements entre postes vacants et chômeurs (dépend de la législation en matière de protection de l'emploi, les allocations chômage, mobilité géographique, contrôle de l'activité de recherche d'emploi et accompagnement du chômeur).

On étudiera abordera plusieurs problématiques contemporaines dans ce chapitre: i) dans quelle mesure les écarts de niveau de vie entre pays peuvent s'expliquer par les écarts d'heures travaillées et de taux d'emploi, ii) la montée des inégalités en proposant une explication en termes de progrès technique biaisé. Alors que le modèle concurrentiel de base n'engendre que du chômage volontaire, nous introduirons des rigidités réelles permettant d'expliquer la présence de chômage involontaire: i) salaire minimum, ii) revendications salariales des syndicats, iii) salaire d'efficience.

2. Le comportement de l'économie dans le moyen terme est décrit dans le **deuxième chapitre** qui est consacré à la présentation du modèle de plein-emploi. Cette approche consiste à supposer que les prix des biens et des services et les salaires nominaux sont parfaitement flexibles ce qui garantit en retour que l'économie se situe en permanence dans une situation de plein emploi.

Ce modèle est essentiel car il va nous permettre de tirer deux enseignements majeurs : i) l'activité économique dépend des conditions d'offre et ii) ensuite l'absence d'effets de la politique monétaire sur l'économie réelle dans le moyen terme. La conclusion de ce chapitre est que les politiques de demande n'ont pas d'effets sur la production potentielle ou sur le taux de chômage naturel et seulement un effet sur les variables nominales comme les prix, les salaires ou le taux d'intérêt. En revanche, les politiques dites **politiques d'offre** qui cherchent à favoriser la production de biens et services en suscitant un accroissement du volume de facteurs de production disponibles (travail et capital) vont influencer la **production potentielle**. La production potentielle correspond au niveau de production que sont en mesure d'offrir les firmes étant donné le capital et l'emploi disponibles. Dit autrement, c'est le niveau de production atteint lorsque le marché du travail est à l'équilibre : le niveau d'emploi d'équilibre détermine le niveau de production potentielle. Le rôle de l'Etat sera alors de soutenir croissance économique plus forte en favorisant le progrès technique et/ou l'accumulation des facteurs de production. Cette intervention de l'Etat par le biais de politiques de l'offre renvoie à son rôle d'**allocation des ressources**.

Une fois que nous aurons décrit le comportement de l'économie dans le moyen terme, il s'agira ensuite de décrire le comportement de l'économie dans le court terme. Puisqu'à court terme, les prix et les salaires présentent une certaine inertie, nous allons maintenant postuler que les prix et les salaires sont rigides. Nous verrons que cette hypothèse implique qu'en courte période, l'activité économique est déterminée

par les conditions de demande. Si la demande est insuffisante (c'est-à-dire n'est pas compatible avec une situation de plein emploi), le PIB va se situer en-dessous de son niveau de plein emploi et le taux de chômage au-dessus de son niveau naturel. L'écart entre le niveau de production courant (ou observé) et le niveau de production potentielle (ou niveau moyen) est appelé **écart de production**. Nous verrons que l'objectif des politiques budgétaire et monétaire est de limiter l'ampleur de cet écart de production en influençant la demande agrégée. L'intérêt de l'approche keynésienne est qu'elle justifie l'emploi des **politiques de demande** à des fins de stabilisation économique. Ces politiques de la demande qui renvoient à l'influence des politiques publiques sur la demande agrégée vont jouer le rôle de **stabilisation économique** en cherchant à limiter l'ampleur des divergences entre production courante et production potentielle. En 2009, l'ensemble des pays industrialisés ont utilisé l'outil budgétaire (en élevant les dépenses publiques) et monétaire (en élevant la masse monétaire) pour soutenir la demande afin de contrecarrer les effets récessionnistes de la crise financière de 2008.

D'après le **modèle keynésien**, le niveau d'activité économique d'une économie est déterminé par le niveau de la demande agrégée. Cette conclusion est donc totalement contradictoire avec celle décrite par le modèle de plein emploi où le revenu national est complètement déterminé par les conditions d'offre. En fait, les approches classique et keynésienne sont complémentaires car elles décrivent le comportement de l'économie sur un horizon temporel différent. L'approche classique se place sur un horizon temporel de longue période et justifie l'emploi de politiques de l'offre visant à influencer la production potentielle. L'approche keynésienne consiste à se situer en courte période et justifie l'emploi des politiques de la demande visant à atténuer les fluctuations du PIB, de l'emploi et du chômage autour de leur valeur tendancielle. Une politique économique est donc une combinaison de politiques d'offre et de politiques de demande.

Après avoir analysé l'économie dans le court terme et l'économie dans le moyen terme, nous confronterons les prédictions des modèles en utilisant l'approche keynésienne pour le court terme et le modèle de plein emploi pour le moyen terme avec les faits empiriques obtenus par Gali en 1992 dans un article publié dans QJE. Ce qu'il ressort est qu'un choc d'offre élève le niveau naturel de production et conduit à une réduction du taux d'inflation et une baisse du taux d'intérêt nominal. Une politique monétaire expansionniste stimule le PIB réel à court terme mais pas à long terme, diminue le taux d'intérêt réel à court terme, et élève l'inflation progressivement de manière permanente ainsi que le taux d'intérêt nominal.

3. Le **troisième chapitre** est consacré à la présentation du modèle de synthèse appelé modèle de la demande agrégée et de l'offre agrégée qui consiste à combiner à la fois les approches classique et keynésienne dans un cadre d'analyse homogène en relâchant l'hypothèse de prévision parfaite de l'évolution future des prix par les individus. A court terme, l'activité économique sera déterminée par la demande et à long terme

par l'offre. Le passage du court terme au long terme va s'expliquer par la révision des anticipations qui s'effectue de manière lente et progressive.

Les fluctuations de l'économie vont donc trouver leur origine dans les erreurs d'anticipation sur l'évolution des prix dans le futur. Dans ce modèle, on va obtenir une relation croissante entre l'écart d'inflation à son niveau anticipé et l'écart de production à son niveau naturel. Lorsque les autorités monétaires mènent une politique monétaire expansionniste, la demande augmente ce qui accroît les prix. Comme les travailleurs sous-estiment l'inflation, le coût unitaire de production des firmes va baisser ce qui va les inciter à embaucher davantage de travailleurs. Donc la production va augmenter à court terme: les travailleurs reçoivent des salaires plus élevés mais pas suffisamment importants pour compenser l'inflation. Parallèlement, la hausse des prix réduit le pouvoir d'achat de la monnaie et va donc atténuer l'effet multiplicateur Keynésien. En supposant que les anticipations sont adaptatives ce qui signifie qu'à chaque date, les travailleurs corrigent progressivement leurs erreurs d'anticipations, la courbe d'offre agrégée de court terme va se contracter jusqu'à revenir à un niveau compatible avec le niveau naturel de production: comme les travailleurs révisent leurs anticipations, ils exigent des salaires de plus en plus élevés ce qui contracte l'offre au cours du temps.

A l'aide du modèle OA-DA, nous disposons d'un outil qui permet d'analyser les effets à court terme et à long terme de chocs de demande. Nous utiliserons ce modèle pour analyser les effets d'une politique monétaire expansionniste ce qui nous permettra de déduire la Courbe de Phillips qui traduit les déplacements de la demande agrégée le long de l'offre agrégée. Cette courbe de Phillips est obtenue en combinant l'offre agrégée de court terme qui relie l'écart d'inflation à l'écart de production et la relation d'Okun qui relie l'écart de chômage à l'écart de production.

Comme la courbe de Phillips relie l'inflation au chômage, elle est en mesure de nous dire de combien on doit augmenter le chômage pour faire baisser l'inflation. Cette mesure correspond au concept de ratio de sacrifice qui indique de combien doit diminuer l'activité économique ou de combien doit augmenter le taux de chômage pour faire diminuer le taux d'inflation. Ce concept a notamment été introduit pour évaluer le coût en termes de chômage ou d'activité économique des phases de désinflation qu'ont connu la majorité des pays de l'OCDE dans les années 1980.

Les phases de désinflation étant particulièrement coûteuses pour l'activité économique et le chômage, les pays riches ont mis en place un système monétaire doté d'une Banque centrale indépendante dont l'objectif est d'assurer la stabilité d'inflation. Ce type d'environnement institutionnel a notamment été suggéré à la suite d'un article de Kydland et Prescott (1977) qui montrent que la Banque centrale a intérêt à dévier de son objectif d'inflation car en augmentant la demande et donc l'inflation, elle stimule l'activité économique et donc diminue le chômage. Toutefois, comme les individus l'anticipent, ces anticipations neutralisent totalement l'effet de la politique monétaire expansionniste sur l'activité économique et aboutit au final à une inflation plus élevée. Contrairement à ce que nous avons supposé précédemment, les individus

sont dotés d'anticipations rationnelles ce qui conduit à l'absence d'effets de la politique monétaire à court terme et à long terme. De ce point de vue, notre hypothèse d'anticipations adaptatives implique que les individus ne sont pas rationnels car ils n'utilisent pas toute l'information disponible pour prévoir les prix. L'indépendance de la Banque centrale rend crédible son annonce de cible d'inflation.

Nous analyserons également l'effet d'une hausse des dépenses publiques qui est un outil qui a été communément utilisé par les pays de l'OCDE pour contrecarrer les effets récessionnistes de la crise financière de 2008. En nous appuyant sur l'article de Gali, Lopez-Salido, et Vallès (2007), nous verrons que les prédictions du modèle OA-DA est en tout point conforme aux faits empiriques: une hausse des dépenses publiques stimule la demande agrégée et donc élève la production des firmes; comme le PIB réel augmente, les individus consomment davantage; les travailleurs commettent des erreurs d'anticipations et comme les firmes paient des salaires plus élevés, les heures travaillées augmentent; parallèlement, pour une offre de monnaie donnée, une politique budgétaire expansionniste élève le taux d'intérêt réel et donc évince l'investissement.

Toutefois, deux arguments ont souvent été avancés contre l'utilisation des politiques de relance. L'équivalence ricardienne établit que les ménages ont des anticipations et donc qu'ils vont s'attendre à une hausse des impôts dans le futur. En d'autres termes, dans cette théorie, la consommation n'est pas déterminée par le revenu disponible d'aujourd'hui mais par leur revenu permanent qui est la somme actualisée des revenus courants et futurs. Les individus savent très bien que le niveau des impôts dépend du niveau des dépenses publiques. Si l'Etat baisse les impôts aujourd'hui tout en laissant inchangées les dépenses publiques, les individus comprennent très bien que l'Etat relèvera les impôts dans le futur. En d'autres termes, l'accroissement de la dette publique aujourd'hui est équivalente à une hausse des impôts dans le futur.

L'implication de l'équivalence Ricardienne est qu'une réduction d'impôt financée par l'emprunt laisse inchangée la consommation. Mais en considérant que les ménages ne sont pas myopes, ils ne vont pas simplement s'intéresser à leur richesse présente mais également à leur richesse dans le futur, et comprennent très bien que l'Etat augmentera tôt ou tard les impôts pour assurer l'équilibre de son budget. Ils anticipent donc une baisse de leur richesse dans le futur, et les ménages vont donc être amenés à épargner le supplément de revenu disponible consécutif à la baisse des impôts pour payer l'impôt additionnel qui sera prélevé par l'Etat demain. Finalement, cet accroissement de l'épargne privée compense exactement la diminution de l'épargne publique. Une baisse d'impôt ne provoque plus maintenant d'effet multiplicateur.

Nous verrons également un autre aspect de la politique fiscale qui a trait à la contrainte budgétaire de l'Etat. Cette contrainte budgétaire sera très utile car elle montre que la variation de la dette publique dépend de l'écart entre le taux d'intérêt réel et le taux de croissance du PIB réel et évidemment du solde primaire. On peut distinguer trois phases au niveau de l'ajustement de la dette publique de la France:

une phase de 1960 à 1980 où le taux de croissance est bien supérieur au taux d'intérêt, une phase défavorable sous l'effet de la montée du taux d'intérêt réel de 1980 à 1995, une phase favorable de 1995 à 2008 associée à une croissance économique soutenue et des taux d'intérêt faibles où il y a eu un effort de réduction de déficit budgétaire jusqu'en 2002. Puis depuis 2008, le niveau de la dette publique en pourcentage du PIB a augmenté de 50% en 5 ans. Etant donné la faiblesse des taux d'intérêt réels de l'ordre de zéro et de la croissance quasiment nulle, il suffirait à la France d'un solde primaire équilibré (dépenses publiques égales recettes fiscales) pour stabiliser la dette publique.

Macroéconomie Théorie et faits

L2 ECO

CARDI Olivier
Université de Tours
2016-2017

Table des matières

Chapitre 1 Introduction générale	1
1.1 Déroulement des travaux dirigés et évaluation	1
1.2 Questions traitées dans le cours	4
1.3 Le contenu et le plan du cours en macroéconomie	5
Chapitre 2 Le marché du travail et le chômage	1
2.1 Introduction	1
2.2 Les faits empiriques sur le marché du travail	12
2.2.1 Comparaison internationale des taux de chômage	12
2.2.2 Fluctuations de l'emploi, du chômage, et du PIB réel en France	14
2.2.3 Taux de participation et emploi	22
2.2.4 Est-ce que la réduction du temps de travail augmente l'emploi?	26
2.2.5 Un marché du travail hétérogène	28
2.2.6 Législation en matière de protection de l'emploi et durée du chômage	30
2.2.6.1 Les faits empiriques	30
2.2.6.2 Flexiland vs Rigidland : Boeri and Van Ours (2008)	31
2.2.7 Le phénomène de destructions et de créations d'emplois	32
2.2.7.1 Le phénomène de réallocation d'emplois	32
2.2.8 Résumé des faits empiriques sur le marché du travail	36
2.3 La demande et l'offre de travail	37
2.3.1 La demande de travail	38

2.3.1.1	La fonction de production et le produit marginal du travail	38
2.3.1.2	La valeur du produit marginal et la demande de travail	39
2.3.1.3	La quantité de travailleurs qui maximise le profit : la règle de décision	42
2.3.1.4	La courbe de demande de travail	43
2.3.1.5	Les déterminants de la courbe de demande de travail	45
2.3.1.6	Le taux de cotisations sociales employeurs	46
2.3.2	L'offre de travail	49
2.3.2.1	La courbe d'offre individuelle de travail	49
2.3.2.2	La détermination analytique de l'offre de travail	53
2.3.2.3	La courbe d'offre agrégée de travail	60
2.3.2.4	Courbe d'offre individuelle de travail, salaire de réserve et valorisation du travail	60
2.3.3	La détermination de la fonction d'offre de travail	66
2.4	Productivité horaire du travail, temps de travail et taux d'emploi dans les pays de l'OCDE : constats et politiques publiques	68
2.5	L'équilibre sur le marché du travail	82
2.5.1	Equilibre sur le marché du travail et la flexibilité du salaire réel	82
2.5.2	Le chômage volontaire	84
2.5.3	Le marché du travail des individus peu qualifiés	85
2.6	L'effet du progrès technique	91
2.6.1	Une augmentation du progrès technique dans le modèle concurrentiel de base	91
2.6.2	Faits empiriques sur la montée des inégalités	93
2.6.3	Le progrès technique biaisé vers le travail qualifié	99
2.6.3.1	Les faits empiriques	100
2.6.3.2	Progrès technique biaisé et prime de qualification	103
2.6.3.3	Progrès technique biaisé endogène	111

2.7	Un modèle statique de chômage : chômage structurel et rigidité du salaire réel	114
2.7.1	Chômage involontaire et salaire minimum	115
2.7.2	Négociation collective et rigidité des salaires réels	129
2.7.2.1	Les raisons d'être des syndicats	129
2.7.2.2	Comparaison internationale	129
2.7.2.3	Les impacts de la négociation collective sur l'emploi	130
2.7.2.4	Le travailleur en situation de monopole	134
2.7.2.5	La détermination de la fonction d'offre collective de travail .	136
2.7.2.6	L'impact des négociations collectives sur l'emploi : les faits .	138
2.7.3	Le salaire d'efficience	142
2.7.3.1	L'explication en termes d'asymétrie d'information	142
2.7.3.2	La relation entre effort et salaire et son impact sur le chômage	143
2.7.4	Résumé des déterminants du chômage volontaire et du chômage involontaire	145
2.8	Détermination du coin fiscal	149
Chapitre 3 Le modèle de plein-emploi : l'économie dans le moyen terme		1
3.1	Introduction	1
3.2	Les caractéristiques du modèle de plein-emploi	4
3.3	L'offre agrégée	5
3.3.1	La fonction de production	5
3.3.2	La demande de facteurs de production et la répartition du revenu national	6
3.3.2.1	Demande de travail	7
3.3.2.2	La formalisation du choix d'investissement et la demande de capital physique	8
3.3.2.3	L'évolution de l'investissement des entreprises non financières en France	9
3.3.2.4	L'introduction des coûts d'ajustement	16

3.3.2.5	La mesure du q de Tobin	17
3.3.3	La détermination du niveau de production d'équilibre	19
3.3.4	La répartition du revenu national	23
3.3.4.1	Répartition du PIB réel	23
3.3.4.2	Rendements d'échelle constants et profit économique nul	23
3.3.4.3	La part distributive du travail	25
3.3.4.4	L'évolution de la part distributive du travail en France	27
3.4	La demande agrégée	32
3.5	L'impact des chocs d'offre et de demande à moyen terme	40
3.5.1	L'équilibre général	40
3.5.2	Un choc sur l'offre agrégée : l'impact du progrès technique	44
3.5.3	Les effets d'un accroissement de la population active	55
3.5.4	Un choc sur la demande agrégée : l'impact d'une politique monétaire expansionniste	63
3.5.5	Les effets de la mise en place d'un salaire minimum	68
3.5.6	L'évolution de l'économie française 1948-2006	71
3.5.7	Conclusion	72
3.6	Rigidité des salaires et des prix et la critique keynésienne	73
3.6.1	Rigidité des salaires, insuffisance de la demande, et récession	75
3.6.2	Rigidité des prix, insuffisance de la demande, et récession	80
3.6.3	Les effets de chocs d'offre et de demande	81
3.6.4	L'apport de l'analyse Keynésienne	85
Chapitre 4 L'équilibre macroéconomique : le court terme et le moyen terme		1
4.1	Introduction	1
4.2	La courbe de demande agrégée	6
4.2.1	Détermination de la courbe de demande agrégée	8
4.2.2	Les facteurs explicatifs des déplacements de la courbe de demande agrégée	12

4.3	La courbe d'offre agrégée	15
4.3.1	La courbe d'offre agrégée à moyen terme	15
4.3.2	La courbe d'offre agrégée à court terme	18
4.4	La production d'équilibre à court et à moyen terme	30
4.5	Les effets d'une politique monétaire expansionniste	36
4.5.1	L'ajustement de l'économie	36
4.5.2	L'ajustement de l'économie et le modèle IS-LM	38
4.5.3	Les effets à court terme et à moyen terme d'une politique monétaire expansionniste	40
4.5.4	Politique de désinflation et chômage	40
4.5.4.1	La courbe de Phillips de court terme et de moyen terme	41
4.5.4.2	La courbe de Phillips dans les faits : le cas des Etats-Unis et de la France	42
4.5.5	Politique de désinflation et coefficient de sacrifice	47
4.6	Les effets d'une réduction du déficit budgétaire	53
4.6.1	L'ajustement de l'économie	53
4.6.2	L'ajustement de l'économie et le modèle IS-LM	54
4.6.3	Les effets à court terme et à moyen terme d'une politique budgétaire restrictive	56
4.7	Les effets d'une politique budgétaire expansionniste	57
4.7.1	Les prédictions du modèle	57
4.7.2	Les faits empiriques : Gali, Lopez-Salido, et Vallés (2007)	58
4.8	Les politiques monétaire et budgétaire en tant que politiques de stabilisation	58
4.8.0.1	Les arguments pour	60
4.8.0.2	Les arguments contre	64
4.8.1	Les stabilisateurs automatiques	65
4.9	Déficit budgétaire, dette publique	66

4.9.1	Evolution du déficit budgétaire et de la dette publique dans les pays industrialisés	67
4.9.2	La contrainte budgétaire de l'Etat	73
4.9.2.1	Les déterminants du rapport dette publique sur PIB	73
4.9.2.2	Déficit budgétaire, stabilisation du PIB et déficit structurel	77
4.9.3	L'équivalence ricardienne	79
4.9.4	Règle monétaire et indépendance de la banque centrale	84
4.9.4.1	La formation des anticipations	84
4.9.4.2	Le biais inflationniste	86
4.9.4.3	Les solutions au problème d'incohérence temporelle	88
4.9.4.4	Quel est le taux d'inflation optimal?	90
Chapitre A Appendice du chapitre 2		93
A.1	Détermination de la fonction de demande de travail	93
A.2	L'offre de travail	94
A.3	Monopsonne et salaire minimum	95
Chapitre B Appendice du chapitre 4		97
B.1	La demande agrégée	97
B.2	L'offre agrégée	99
B.2.1	La demande de travail	99
B.2.2	L'offre de travail	101
B.2.3	L'offre agrégée	103
B.3	La courbe de Phillips	104